

WORLD HALAL SUMMIT 2025 À ISTANBUL

L'ère post-halal théorisée par le Dr Khadiyatoulah Fall

L'ère post-halal ne se définit pas comme une abolition du halal. Mais bien au contraire, son élargissement, son élévation et sa reconfiguration comme une architecture relationnelle, où se déploient confiance, transparence, soutenabilité, responsabilité et hospitalité. Halal n'est plus seulement ce que l'on mange, ce que l'on vend, ce que l'on certifie. Il devient une manière d'habiter le monde dans le dialogue des civilisations. Le Dr Khadiyatoulah Fall Professeur émérite, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Québec, Canada théorise ainsi le concept de post-halal lors de la World Halal Summit 2025 qui vient de se dérouler à Istanbul

À Istanbul, cette ville-monde qui, depuis des siècles, incarne la rencontre des civilisations, la World Halal Summit 2025 posait la problématique d'un devenir d'une pratique musulmane qui a réussi son ancrage à travers toute la planète terre. Parmi, les regards posés sur le post-halal, celui du Dr Khadiyatoulah Fall Professeur émérite, Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Québec, Canada a été d'une tonalité particulière et retentissante appelant à une rupture théorique. Ce métis sénégalais-québécois invite à sortir d'une vision technico-juridique du halal pour entrer dans ce qu'il nomme l'ère post-halal, un espace global où le halal devient un principe de relation, d'hospitalité, d'innovation et de co-construction des normes. Devant un parterre d'invités de haut niveau notamment de chercheurs, d'institutions venus de partout du monde, mais aussi une forte délégation sénégalaise composée notamment, M. Alpha Thiam, Directeur général de l'ADEPME, de M. Cheikh Diallo et Mme Sakho de l'ADPME, des co-directeurs de Halal Sénégal, M. Djibril Gueye et



M. Deneba Diouf, Dr Khadiyatoulah Fall a délivré un cours magistral. « Je viens du Sénégal, mais je vis depuis de nombreuses années au Canada, dans la province du Québec, où les signes visibles de présence musulmane — dont le halal — alimentent régulièrement débats publics, controverses médiatiques et tensions autour de l'intégration. Ce contexte d'islam minoritaire, d'immigration, de malentendus, parfois de stigmatisation, influence profondément mon regard sur le phénomène halal et la perspective que je développe ici » dira l'enseignant émérite du haut de la tribune de la World Halal Summit 2025 d'Istanbul. Selon ce dernier, longtemps perçu comme une simple prescription religieuse, le halal est devenu un fait social total, un phénomène éthique, culturel et économique qui

concerne aussi bien les musulmans que les non-musulmans.

Ne s'arrêtant pas aux sens premiers notamment juridiques éthique, et relationnel du Halal, le conférencier a appesanti ses propos vers le second sens d'un concept souvent occulté. « Dans un monde où le business halal s'étend à l'échelle globale, il importe de restituer halal comme principe d'ouverture, comme manière d'entrer en relation plutôt que de se séparer. Dans toutes les sociétés, le fait de donner, de partager, de manger, de vendre, instaure une relation. Comme l'a montré Marcel Mauss, « donner crée du lien ». Halal fonctionne de la même manière : il ne renvoie pas seulement à ce que l'on mange ou certifie, mais à une manière d'être en relation, fondée sur la confiance, le respect et la valeur », a-t-il souligné.

Les contours de l'ère post-halal

« Nous entrons dans ce que j'appelle l'ère post-halal. À l'instar de termes tels que post-colonial ou post-vérité, le préfixe « post » ne signifie pas « après », ni « rupture avec », mais transformation du cadre interprétatif. Le post-colonial ne signifie pas la fin du colonialisme, mais la relecture de ses héritages. Le post-vérité ne signifie pas la disparition de la vérité, mais une mutation de ses régimes de production. De même, post-halal ne signifie pas après le halal », tient à avertir l'enseignant émérite. Le post-halal s'illustre alors comme passage d'un halal comme conformité rituelle à halal comme en mettant l'accent sur l'éthique relationnelle, sur l'écosystème économique et technologique, l'espace de transparence, la soutenabilité, la gouvernance partagée et la rencontre intercivisationnelle. Le Dr Khadiyatoulah Fall estime alors que dans un contexte de multiplication des produits, des certifications et des marchés, l'enjeu n'est plus seulement de définir ce qui est licite, mais de penser les conditions éthiques, technologiques et sociales qui rendent le halal crédible, transparent et inclusif. Une manière pour l'enseignant émérite d'interpeller les acteurs publics, religieux et économiques, tout en mettant au centre une question décisive mais rarement posée : Comment faire du halal un espace commun, porteur de sens, d'intégrité et de convivialité mondiale ? « L'ère post-halal n'abolit pas le halal. Elle l'élargit, l'élève, le reconfigure comme architecture relationnelle, où se déploient confiance, transparence, soutenabilité, responsabilité et hospitalité. Halal n'est plus seulement ce que l'on mange, ce que l'on vend, ce que l'on certifie. Il devient une manière d'habiter le monde dans le dialogue des civilisations », a conclu le Dr Fall.

Moustapha BOYE

80 MILLIARDS D'ÉPARGNE POPULAIRE EN CAISSE,
128 MILLIARDS DE CRÉDITS INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE**Pamecas explose les compteurs !**

Pour ses 30 ans, Pamecas affiche des résultats qui confirment son statut de poids lourd de la microfinance sénégalaise. Avec plus de 80 milliards d'épargne collectés et 128 milliards de crédits injectés dans l'économie, l'institution entend désormais accélérer sa transformation digitale et renforcer son ancrage auprès des jeunes et des femmes. Pour marquer cet anniversaire symbolique, Pamecas a réuni experts, partenaires et acteurs du secteur autour de panels thématiques, d'une exposition et d'une remise de distinctions honorant les contributeurs majeurs de son histoire.

À l'occasion de la célébration de ses trois décennies d'existence, Pamecas a dévoilé un bilan qui illustre la montée en puissance de la microfinance au Sénégal. L'institution a réussi à mobiliser plus de 80 milliards de francs CFA issus essentiellement des petites épargnes des ménages, un seuil que son directeur général, Samba Dia, présente comme « la preuve tangible de la confiance renouvelée des Sénégalais



». Ce dynamisme se reflète également dans le financement de l'économie. Pamecas revendique aujourd'hui 128 milliards d'encours de crédits, distribués à une large palette d'acteurs : artisans, commerçants, jeunes entrepreneurs, femmes actives et populations vulnérables. Une

participation que le directeur général décrit comme « un engagement mensuel et constant à soutenir la vitalité économique du pays ».

Les perspectives !

Mais l'anniversaire du groupe a surtout été

l'occasion de dévoiler les grandes orientations du plan stratégique 2029, pensées comme un nouveau virage pour l'institution. Au programme : modernisation de l'offre, digitalisation accélérée et renforcement de la sécurité financière. « L'environnement évolue, les usages changent. Nous devons réinventer notre approche commerciale pour répondre aux besoins d'une clientèle de plus en plus connectée », insiste Samba Dia. La transformation digitale fait figure de priorité. Objectif : offrir des services plus rapides, plus intuitifs et mieux adaptés à une population jeune, numérique et exigeante. « Le client est notre raison d'être. La technologie doit nous permettre d'accroître sa satisfaction », martèle le dirigeant. Autre axe majeur : la sécurité globale, présentée comme un pilier incontournable de la crédibilité du groupe. Qu'elle soit physique ou financière, la sécurité doit garantir la solidité structurelle de l'institution et le respect des normes prudentielles en vigueur. Pamecas confirme également son ambition de soutenir davantage les jeunes, cœur démographique du pays. Le réseau propose déjà des produits dédiés, à l'image du crédit Nortel pour les 16-21 ans, et étend son accompagnement aux jeunes adultes impliqués dans l'agriculture. Un secteur stratégique pour l'institution, qui lui consacre déjà 22 % de son portefeuille de crédits et prévoit de porter cette part à 30 %. Une orientation en phase avec les objectifs de souveraineté économique prônés par l'État.

Silèye MBODJI